



Tous droits réservés

## PROCEDURE CIVILE

### Séance 5 - Les sanctions

I.	Les exceptions de procédure et de nullité.....	2
A)	La nature des exceptions de procédure.....	2
1)	Le principe.....	2
2)	Ce que dit le Code de procédure civile.....	3
3)	Les autres cas.....	3
B)	Le régime juridique .....	4
1)	Le principe.....	4
2)	Les adaptations.....	4
C)	Le cas particulier des nullités de fond .....	4
II.	Les fins de non-recevoir .....	5
A)	Les formes.....	5
1)	Les cas.....	5
2)	Les cas contractuels .....	5
3)	Les cas jurisprudentiels .....	6
B)	Le régime.....	6
1)	La distinction par rapport aux exceptions de procédure .....	6
2)	Le juge.....	6



**Définition :** Les demandes au fond sont les demandes qui concernent une contestation qui porte sur un droit substantiel ou sa reconnaissance.

Les règles de procédures peuvent être invoquées devant le juge. À côté des demandes sur le fond, on constate les demandes sur les règles de procédure.

Les demandes relatives au procès sont de deux formes :

- les exceptions de procédure (I)



**Définition :** Les exceptions de procédure sont les moyens procéduraux par lesquels sont soulevés les manquements aux règles de procédure.

- les fins de non-recevoir (II).



**Définition :** Tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond.

## I. Les exceptions de procédure et de nullité

### A) La nature des exceptions de procédure

#### 1) Le principe

« Constitue une exception de procédure tout moyen qui tend soit à faire déclarer la procédure irrégulière ou éteinte, soit à en suspendre le cours » (**art. 73 CPC**).



**À retenir :**

Cette action ne concerne que la régularité de la

procédure.

## 2) *Ce que dit le Code de procédure civile*

Il s'agit des exceptions d'incompétence de litispendance et de connexité, dilatoire et de nullité.



**Définition :** L'exception de litispendance est un moyen procédural qui soulève le fait que l'affaire est pendante devant une autre juridiction (**art. 100 CPC**).

L'exception de connexité est un moyen procédural qui demande la jonction d'instance ayant un lien suffisant (**art. 101 CPC**).

L'exception dilatoire est un moyen procédural qui permet d'obtenir un délai (**art. 108 à 111 CPC**).

L'exception de nullité est un moyen procédural qui soulève la nullité de forme ou de fond d'un acte.

Pour les exceptions de nullité, de formes, on note deux conditions cumulatives :

- Un texte doit prévoir la nullité (« pas de nullité sans texte ») sauf en ce qui concerne les cas d'inobservation d'une formalité substantielle ou d'ordre public.
- le demandeur doit prouver l'existence d'un grief, même si l'irrégularité porte sur une formalité substantielle ou d'ordre public.

## 3) *Les autres cas*

C'est le cas notamment de la règle selon laquelle le pénal tient le civil en l'état, n'est possible que pour les demandes en réparation du préjudice découlant de l'instance (**art. 4 CPC**).

De même, pour la péremption d'instance ou l'évocation d'une clause de conciliation.

## B) Le régime juridique

### 1) Le principe

« Les exceptions doivent, à peine d'irrecevabilité, être soulevées simultanément et avant toute défense au fond ou fin de non-recevoir. Il en est ainsi alors même que les règles invoquées au soutien de l'exception seraient d'ordre public » (**art. 74 CPC**).

Celui qui invoque l'exception doit la soulever avant toute autre demande par des conclusions d'incidentes avant ses conclusions que le fond (**Cass. civ. 2<sup>e</sup>. 15 oct. 2015 n°14-19811**).

Le juge n'est saisi que de ce qui figure dans les conclusions.

### 2) Les adaptations

L'**article 74 du Code de procédure civile** est tempéré en fonction des situations :

Le bénéficiaire d'un délai (**art. 111 CPC**) ne peut dès l'introduction de l'instance faire valoir l'ensemble exceptions de procédure. Il ne peut le faire qu'à l'issue de l'exception dilatoire qu'il pourra invoquer les autres.

Exception de connexité, la demande peut être faite en tout état de cause : à tout moment (**art. 103 CPC**).

Pour les nullités de formes, ça doit se faire au début de l'instance, si produit d'une exception de procédure. Pour les nullités d'un acte produit au cours de l'instance, elle peut être invoquée au fur et à mesure (**art. 112 CPC**).

## C) Le cas particulier des nullités de fond

« Les exceptions de nullité fondées sur l'inobservation des règles fond relatives aux actes de procédure doivent être accueillies sans que celui qui les invoque ait à justifier d'un grief et alors même que la nullité ne résulterait d'aucune disposition expresse ». (**art. 119 CPC**).

L'**article 117 du Code de procédure civile** dresse la liste des irrégularités de fond. Cette liste est limitative (**Cass. ch. mixte. 7 juillet 2006**).

La nullité peut être invoquée au tout état de cause sous réserve toutefois de la soulever lorsqu'on en a connaissance (**art. 118 CPC**).

La nullité est relevée d'office par le juge si la règle est d'ordre public (**art. 120 CPC**).

## II. Les fins de non-recevoir

Le principe est posé à l'**article 122 du Code de procédure civile**.

### A) Les formes

#### 1) Les cas

L'**article 122** donne des exemples à la définition : le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfixe, la chose jugée.

La liste n'est pas limitative. Il existe des situations spéciales comme en matière de filiation.

#### 2) Les cas contractuels

La cassation retient la qualification de fin de non-recevoir pour les clauses de conciliation préalable (**Cass. ch. mixte. 17 février 2002**). Le juge n'a pas l'obligation de relever ce motif d'office.

### 3) Les cas jurisprudentiels

La jurisprudence reconnaît des cas de fins de non-recevoir.



**Exemple :** L'estoppel : le demandeur ne peut agir en contradiction avec une précédente position et demande pour nuire à autrui (**Cass. 2<sup>e</sup> civ. 22 juin 2017**).

## B) Le régime

### 1) La distinction par rapport aux exceptions de procédure

Il y a deux différences majeures :

- selon l'**article 123 du Code de procédure civile** « les fins de non-recevoir peuvent être proposées en tout état de cause, à moins qu'il en soit disposé autrement et sauf la possibilité pour le juge de condamner à des dommages-intérêts ceux qui se seraient abstenus, dans une intention dilatoire, de les soulever plus tôt ».

Les exceptions de procédure = soulevées avant toute défense au fond pour éviter des débats inutiles

Les fins de non-recevoir = soulevé à la découverte d'un empêchement qui ne permet plus la poursuite de l'instance. Peu importe son avancement.

- L'**article 124 du Code de procédure civile** : « à moins qu'une disposition expresse ne le précise, le plaideur qui soulève **une fin de non-recevoir n'a pas à justifier de l'existence d'un grief** »

### 2) Le juge

La compétence de la fin de non-recevoir relève du juge de la mise en état.

Il doit la soulever d'office lorsqu'elle a un caractère d'ordre public.